



SciencesPo.

SCIENCES PO

LE LABORATOIRE DU POUVOIR

Entre excellence académique et fabrique des élites, l'institution de la rue Saint-Guillaume, dans le 7^e arrondissement de Paris, cultive les réseaux d'un pouvoir à la fois discret et omniprésent.

« Nous sommes le réceptacle de toutes les névroses françaises : admirés à l'extérieur et sujets de débat à l'intérieur. C'est la rançon du succès, je suppose. » C'est ainsi que Luis Vassy, directeur de Sciences Po depuis septembre 2024, analyse l'image, à la fois rayonnante et contestée, de l'institution qu'il pilote.

Avec près de 8 000 candidats par an pour 1 000 places en bachelor, Sciences Po se situe parmi les établissements les plus sélectifs de l'enseignement supérieur français. « Il n'y a aucun mauvais élève parmi les candidats », souligne Luis Vassy en nous faisant découvrir le centre névralgique de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, son appellation officielle, situé au 27 rue Saint-Guillaume, au cœur du 7^e arrondissement, où se trouvent les principaux amphis et la Péniche, l'emblématique banc en bois du hall d'entrée. « Dans tous nos sites, en régions ou à Paris, on a fait fabriquer une réplique de la Péniche, plus ou moins grande selon la taille du site », précise-t-il en rappelant que 42 % des admis ont obtenu les félicitations du jury au baccalauréat, contre 1,7 % en moyenne nationale.

DÉMOCRATISATION RELATIVE

Cette excellence académique s'accompagne d'une volonté affichée d'ouverture sociale : 30 % des étudiants français sont boursiers et

ne paient aucuns frais de scolarité, un taux supérieur à la moyenne des universités parisiennes. Le dispositif des Conventions éducation prioritaire (CEP) réserve 160 places aux lycées les plus défavorisés, y compris en zones rurales et outre-mer. De plus, depuis 2020, Sciences Po verse une aide complémentaire de 75 % aux bourses du Crous. « Aucun établissement ne combine autant d'excellence et autant de diversité », défend le directeur, qui souligne que 70 % des lycées généraux envoient au moins un candidat. Pourtant, cette démocratisation relative ne masque pas une réalité persistante : Sciences Po reste un vivier de reproduction des élites. Près de 20 % des admis en première année ont grandi dans la capitale.

L'indépendance de Sciences Po qui compte, toutes filières confondues, près de 12 000 étudiants, repose sur un modèle économique singulier : seulement 30 % de son budget provient de l'État, 40 % des frais de scolarité et 30 % de ce qui est appelé pudiquement les « partenariats ». Ces derniers regroupent à la fois le soutien d'entreprises privées et les appels d'offres remportés dans le domaine de la recherche. « Notre indépendance n'est pas liée au fait de se couper des autres, mais d'avoir le plus de partenaires possibles pour n'être jamais dépendant d'aucun », explique Luis Vassy. →

UN ANCIEN COUVENT DOMINICAIN

Grâce à cette autonomie financière, l'institution mène des politiques audacieuses, comme la création en 2026 d'une École du climat, ou recrute des figures internationales telles que l'ancien ministre ukrainien des Affaires étrangères Dmytro Kuleba. En master, 80 % des cours sont assurés par des professionnels, se targue par ailleurs le directeur, qui nous a conduits sur le nouveau site inauguré en janvier 2022, à un jet de pierre du bâtiment historique.

Situé place Saint-Thomas-d'Aquin dans un ancien couvent dominicain devenu, à partir de la Révolution, l'hôtel de l'Artillerie, ce campus est organisé autour de trois cours distinctes. Il a permis de se mettre au niveau des standards internationaux en regroupant sur près de 14 000 m² les sept écoles professionnelles rattachées à Sciences Po (journalisme, droit, management, etc.), la direction scientifique et neuf de ses centres de recherche. Ce campus flambant neuf et cette liberté ont un prix : les frais de scolarité peuvent y atteindre 19 000 euros par an en master, même si seuls 6 % des étudiants français les paient au tarif maximum.

UNE ÉCOLE DE LA LIBERTÉ

« *Ce n'est pas le lieu du pouvoir au sens hiérarchique du terme, mais c'est le lieu du pouvoir au sens du verbe pouvoir* », analyse Luis Vassy, lui-même diplômé de l'ENS, puis de Sciences Po et de l'ENA. Sciences Po se conçoit comme une école de la liberté : liberté de comprendre, d'agir, d'influencer. Cet esprit imprègne le parcours des anciens élèves, qu'ils se destinent à la haute fonction publique, aux médias, à l'édition ou à la politique. Karine Bailly de Robien, directrice générale des éditions Leduc et ancienne étudiante, en témoigne : « *Sciences Po m'a appris à savoir gérer une importante quantité de travail et à m'adapter à tous les sujets, y compris à ceux que je ne connais pas très bien. Dans mes fonctions actuelles, je m'occupe de 400 livres par an, soit 400 auteurs et 400 points de vue*

différents... » Elle ajoute : « *On s'y forme à être en situation de prise de décision* ».

La députée européenne Manon Aubry (LFI), elle aussi ancienne élève, porte un regard plus critique sur l'entre-soi et les réseaux d'influence qui se tissent entre les murs de cette école où « *les élites se reproduisent entre elles* ». En arrivant pour la rentrée à Paris, où elle se rendait pour la première fois, l'étudiante originaire de Saint-Raphaël (Var) avait été frappée par le fait que les gens se connaissent. « *Je me demandais ce que je faisais là...* » Engagée dans le syndicalisme étudiant, Manon Aubry devient la présidente de la section locale de l'Unef, qui est alors l'antichambre du PS. Celle qui s'est mobilisée contre la hausse des frais d'inscription dénonce le fonctionnement du conseil d'administration de l'institution, dans lequel les étudiants n'ont qu'un pouvoir consultatif. « *On forme des élites dans un cadre qui n'est pas démocratique : il ne faut pas s'étonner, après, qu'elles gouvernent avec le 49-3* », critique la députée européenne, qui se souvient que son camarade de promotion, un certain Gabriel Attal, y avait essuyé deux échecs : d'abord en tentant de prendre la main sur la section du PS, puis en essayant de devenir président du Bureau des élèves...

LE RÉSEAU DES ANCIENS

L'école a formé un nombre impressionnant de personnalités politiques : Georges Pompidou, Jacques Chirac, François Hollande, Édouard Philippe, Emmanuel Macron... L'écrivain Paul Claudel et le couturier Christian Dior (qui en sortit sans diplôme) fréquentèrent l'École libre des sciences politiques créée en 1872 par Émile Boutmy, ancêtre de Sciences Po, qui désigne aujourd'hui l'entité globale regroupant l'IEP de Paris et la Fondation nationale des sciences politiques. Plus inattendu, Leïla Slimani et la chanteuse Camille firent aussi leurs classes dans le prestigieux établissement.

Présents dans tous les secteurs d'influence, tous ces anciens – plus de 90 000 à travers le

« **L'écrivain Paul Claudel et le couturier Christian Dior (qui en sortit sans diplôme) fréquentèrent l'École libre des sciences politiques créée en 1872 par Émile Boutmy, ancêtre de Sciences Po. Plus inattendu, Leïla Slimani et la chanteuse Camille firent aussi leurs classes dans le prestigieux établissement.** »

monde – forment un écosystème dense et interconnecté. L'institution l'a bien compris : elle entretient activement ce réseau via l'Association des anciens élèves, qui organise régulièrement des événements, des mentorats et des cercles de réflexion. « *Les entreprises recrutent 70 % de nos étudiants* », pointe Luis Vassy.

En plus d'y avoir rencontré son futur époux, Karine Bailly de Robien doit aussi à son ancienne école d'avoir découvert son métier, grâce à un stage effectué chez un éditeur. Et sa première embauche : « *Le secrétaire général de First, qui m'avait recrutée, avait fait Sciences Po et valorisait cette formation* ». Ce réseau n'est pas qu'un atout professionnel ; il constitue aussi un levier d'influence pour l'institution elle-même, capable de mobiliser des soutiens dans les moments clés, comme lors des réformes statutaires ou des crises médiatiques.

« RÉSERVE INSTITUTIONNELLE »

Face aux débats sociétaux qui agitent régulièrement le campus, Luis Vassy défend le principe de réserve institutionnelle, adopté après un vote interne en 2023 : « *L'institution ne se prononce pas, mais cela ne veut pas dire qu'on ne débat pas des sujets. Cela protège la*

liberté d'expression des minoritaires ». Une posture qui, selon le sociologue Alain Garrigou, auteur de *Les Élités contre la République* (éd. La Découverte, 2001), sert aussi à préserver l'influence de Sciences Po en évitant les prises de position clivantes. Dans un contexte de polarisation croissante, cette neutralité affichée permet à l'école de rester un espace de dialogue – et de pouvoir – où se rencontrent ministres, diplomates, chercheurs et étudiants.

Cette prudence stratégique n'est pas nouvelle : en 1945, déjà, la nationalisation partielle de l'école avait constitué un compromis astucieux pour préserver son autonomie réelle. Aujourd'hui, face aux polémiques récurrentes sur l'engagement politique des étudiants ou les tensions internationales, la direction mise sur cette discrétion calculée afin de maintenir son crédit auprès de tous les pouvoirs. Comme le conclut Alain Garrigou dans son livre, « *à mesure que les anciens élèves ont conquis les sommets de l'État, la puissance de Sciences Po s'est accrue* ». Un cercle vertueux – ou vicieux – loin d'être brisé, où se forment aussi bien les gardiens de l'ordre établi que celles et ceux qui, comme Manon Aubry, tentent de le transformer. ▶